

Orléans, le 20/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EGGFARMS (SAS)

Domaine de l'Orme
Route de Viglain
45510 NEUVY EN SULLIAS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2022 dans l'établissement EGGFARMS (SAS) implanté Domaine de l'Orme Route de Viglain 45510 NEUVY EN SULLIAS. L'inspection a été annoncée le 11/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection effectuée suite à une plainte pour nuisances (prolifération de mouches) et notification d'un incendie par le SDIS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EGGFARMS (SAS)
- Domaine de l'Orme Route de Viglain 45510 NEUVY EN SULLIAS
- Code AIOT dans GUN : 0054500279
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Elevage de poules pondeuses en case collective avec collecte des oeufs.

Les fientes sont préséchées en vue de leur commercialisation sous la forme d'un engrais organique exemptant le site de la production d'un cahier d'épandage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Une pollution du cours avoisinant le site a fait l'objet d'une transaction pénale. Ce point n'est toujours réglé au jour de l'inspection.

Le site précédemment exploité par la société EGGTEAMS, a fait l'objet d'un rachat par la société EGGFARMS le 31/01/2022.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité incendie, gestion des eaux d'extinction suite à un sinistre, gestion des fientes préséchées et dispositif mis en place en vue de délimiter la prolifération de mouches.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription
Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > III.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	/	Mise en demeure, respect de prescription
Epandage et traitement des effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	/	Mise en demeure, respect de prescription
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	/	Sans objet
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5 > I.	/	Sans objet
Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet
Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Sans objet
Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des fientes ne respecte pas les prescriptions réglementaires. Le tonnage conséquent sous bâtiment permet une prolifération intempestive de mouches et génère des phénomènes d'auto-combustion ayant abouti à une intervention des services de secours.

Les eaux d'extinctions chargées en matière organique se déversent dans un ouvrage non entretenu et peuvent polluer le cours d'eau le plus proche du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Effectif
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ; - les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34).
Constats : Conforme
Observations : Effectif de poules pondeuses : 220000 Bons d'équarrissage émis par la société ATEMAX Les plans des canalisations n'ont pas observés par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5 > I.
Thème(s) : Élevage, Distances d'implantation
Prescription contrôlée : 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ; 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
Constats : Conforme
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.
Constats : Conforme
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Gestion des rongeurs et des insectes
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : Non conforme
Observations : Le jour de la visite, il n'y avait pas de mouches dans l'environnement immédiat du site d'élevage. Les canalisations et équipements servant au transfert des fientes, des 2 bâtiments d'élevage, vers le bâtiment de stockage sont difficilement nettoyables. Des amas de fientes ont été observés à plusieurs endroits dans le bâtiment de stockage des fientes. Le dispositif de désinsectisation est insuffisant (rouleaux adhésifs suspendus dans des bidons plastiques). Aucun produit larvicide ou aldrucide n'est utilisé pour lutter contre la prolifération des insectes. Un nombre impressionnant de mouches vivent et se reproduisent dans le bâtiment de stockage des fientes pré-séchées. Une forte odeur d'ammoniac était présente dans le bâtiment de stockage des fientes. Le système de ventilation est insuffisant. Le site est pourvu d'appâts contre les rongeurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > III.
Thème(s) : Élevage, Entretien des canalisations
Prescription contrôlée : Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.
Constats : Non conforme
Observations : Les conduites et canalisations ne sont pas suffisamment entretenues.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Conforme.
Observations : Présence d'une poche double paroi faisant office de réserve incendie d'une capacité de stockage d'a minima de 120 m3. Les extincteurs ont fait l'objet d'un contrôle le 13/09/2021. Différents extincteurs doivent faire l'objet d'un remplacement (cf rapport de la société ayant intervenue sur le site - Eurofeu Services)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : Conforme
Observations : La société SOCOTEC est intervenue sur le site du 07/07/2021 au 08/07/2021. Le rapport fait valoir des non conformités redondantes. Les non conformités doivent faire l'objet d'actions correctives qui devront être transmises à l'inspection (bordereau d'intervention d'entreprises habilitées à remettre aux normes les installations électriques).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des canalisations
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Conforme
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats : Non conforme
Observations : Les eaux pluviales provenant des zones imperméabilisées se déversent dans un bassin de décantation qui n'est pas entretenu. Les eaux transitant par cet ouvrage se déversent dans un fossé aboutissant dans le cours d'eau le plus proche. Il n'est pas possible de s'assurer que les eaux pluviales non souillées soient collectées via un réseau séparatif avant rejet au milieu naturel. Il n'a pas été demandé si les séparateurs débourbeurs font l'objet d'un entretien et d'un protocole d'autosurveillance afin de s'assurer de l'innocuité des eaux recueillies.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Epandage et traitement des effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
Thème(s) : Élevage, Compost
Prescription contrôlée : Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :— les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée,— la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines. Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.
Constats : Non conforme
Observations : Les fientes sont stockées sous la forme de tas énormes ne permettant pas un retournement. Aucun relevé de contrôle de températures est effectué. Plusieurs départs de feu ont eu lieu (dernier incident datant de février 2022). L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15/10/2012 fixe une production de 7,2 t/j de matières fertilisantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Gestion des rongeurs et des insectes
Prescription contrôlée : En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : La société ATEMAX retire les cadavres du site. Le lieu de stockage des cadavres n'a pas été observé le jour de l'inspection.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Gestion des cadavres
Prescription contrôlée : Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.
Constats : Conforme
Observations : La société ATEMAX procède au retrait des cadavres. Le lieu de stockage des cadavres n'a pas été observé le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Article 19.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15/10/2012.
Thème(s) : Élevage, Compost - enregistrement des températures
Prescription contrôlée : L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain. Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).
Constats : Non conforme
Observations : Absence de relevé et d'enregistrement des températures. Absence d'enregistrement des températures et donc du suivi du produit normé "NFU 42-001". Il n'a pas été demandé d'information concernant le devenir des fientes non normées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription